

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision suisse romande le 4 novembre 1988, sur l'histoire des relations franco- helvétiques.

QUESTION.- Monsieur le Président, bonsoir et merci de nous faire l'honneur de nous accueillir dans les salons privés de l'Élysée. Ce n'est un secret pour personne en Suisse que vous avez une affection particulière pour la confédération helvétique. Est-ce que vous pourriez nous dire pour quelle raison vous nourrissez ces sentiments à l'égard de notre pays et depuis quand, à quand cela remonte-t-il ?

- LE PRESIDENT.- A longtems. J'ai connu la Suisse comme beaucoup de mes compatriotes, touristes, promeneurs, des amis aussi dans nombre de vos cantons, et j'ai appris à connaître votre pays sous un aspect beaucoup plus véridique et réel que la légende ou la caricature.

- En vérité, j'y ai trouvé beaucoup de spontanéité, sans doute y a-t-il une réserve naturelle, une façon d'être, qui peut paraître distante, mais au-delà de cette réserve, beaucoup de chaleur, beaucoup de fidélité, et puis le pays est tellement beau ! Voilà. Lorsque j'ai été élu Président de la République, j'ai trouvé tellement absurde qu'il n'y ait pas eu de relations, disons au sommet, depuis 1910 avec ce pays voisin, ce pays ami, avec lequel nous avons tant d'échanges, que j'ai voulu réparer cette erreur de l'histoire. De plus j'éprouvais, j'éprouve toujours, des sentiments d'amitié personnelle pour un certain nombre de vos dirigeants. Pas seulement pour ceux de vos compatriotes qui sont de langue française, j'ai aussi bâti de solides relations avec plusieurs de vos dirigeants alémaniques mais je dois dire que M. Aubert s'est toujours comporté avec moi avec beaucoup de compréhension, beaucoup d'intelligence, des intérêts de la France, des intérêts de la Suisse. J'ai eu la chance d'être son hôte dans sa maison. J'ai pu connaître sa famille, et bénéficier de quelques heures chaleureuses et tout cela fait un composé. C'est vrai, j'aime beaucoup la Suisse.

- QUESTION.- Rarement les relations entre les deux pays ont été aussi bonnes, la récente visite du Conseiller fédéral Felbert est là d'ailleurs pour l'illustrer. Il y a quelques années, dans un passé relativement récent, il y avait certaines crispations entre Paris et Berne, alors comment expliquez-vous cette évolution réjouissante des rapports entre les deux pays ?

- LE PRESIDENT.- C'était surtout de la négligence : on s'ignorait. Je répète, c'est tout à fait paradoxal quand on sait le flux et le reflux, ces milliers et ces milliers de gens qui franchissent la frontière, qui vont se distraire sur les champs de neige, qui vont se promener en touristes, qui admirent la Suisse, et puis aussi le volume des affaires. Mais on s'ignorait, les pouvoirs publics ne se connaissaient pas et laissaient aller les choses. Alors une multitude de petits conflits agaçants, irritants, parfois vexants même se multipliaient. J'ai pu, sinon assister, du moins constater des problèmes d'amour-propre, et d'amour-propre légitime, et puis aussi des tracasseries, des tracasseries douanières, de part et d'autre. Enfin peu importe, je ne veux pas essayer de faire le jugement de Salomon, en fait, ça ne marchait pas parce qu'on ne se connaissait pas. Et de ce fait, il n'y avait pas de directives qui disent clairement, en tout cas je parle des Français, à l'administration française : les Suisses sont nos amis, ce sont nos voisins, tout doit être fait pour leur faciliter les relations avec la France. Tout ce qui est inutile doit être éliminé. Il ne faut pas remettre, et puis il faut faire confiance. Et peu à peu ces instructions sont entrées dans les mœurs puisque je n'en entends plus parler. Au bureau de temps à autre, on me signale quelque

... chose : à ce moment-là, le gouvernement, qui est très au fait de la question réagit, et les petits abcès ne deviennent pas très dangereux.\

QUESTION.- Avec votre permission, monsieur le Président, je souhaiterais évoquer ce que je qualifierais de philosophie politique. Les récentes élections cantonales en France et les votations 'élécions', comme nous les appelons chez nous, ont montré une très forte abstention du corps électoral. De façon générale, est-ce que vous pensez que cet abstentionnisme est un peu le nouveau cancer de la démocratie ?

- LE PRESIDENT.- Non. C'est une maladie, mais pas si grave que cela. Du moins c'est guérissable. Il faut que les citoyens s'intéressent. Si on abuse, en les consultant à tout moment, ils s'en lassent, tout n'a pas le même intérêt, la même acuité. En France, les passions se sont cristallisées sur l'élection présidentielle, il en restait un peu pour les élections législatives, beaucoup moins pour les élections cantonales. Ce n'était pas la fatigue, on peut voter deux fois en trois ou quatre mois. C'était le manque d'intérêt. Donc il y a là une part de responsabilités des dirigeants, qui doivent informer l'opinion publique, et qui doivent faire ressortir aux citoyens, qui sont juges finalement, que c'est ceux qui décident l'importance des questions qui leur sont soumises. Des questions ou des élections. Les questions c'est chez vous ! C'est vrai que la pratique de la démocratie directe, ça ne rassemble pas toujours de très gros pourcentage hein ?

- QUESTION.- Jusqu'à 70 %, certaines fois, monsieur le Président, d'abstention.

- LE PRESIDENT.- Donc 25, 30 % de votants. De toute manière c'est la voie de la démocratie. Mais on ne peut pratiquer la démocratie directe que si ceux qui prennent part à cette démocratie se passionnent pour la chose publique. C'est un travail de lente éducation, et je suis sûr que les dirigeants de la Confédération y veillent. Peu à peu cette prise de conscience se fera.

- QUESTION.- On entend dire, monsieur le Président, et je fais allusion à la construction européenne, on entend dire parfois que la Suisse est quelque part un modèle de concertation et d'équilibre entre trois cultures qui sont profondément différentes. Quel est votre sentiment ? On entend dire que la Suisse est un exemple.

- LE PRESIDENT.- C'est vrai. Vous êtes un peuple apparemment hétérogène, culture, - langue vous venez de le dire - , usages, sans doute moeurs, façon de considérer les choses, peut-être même l'esthétique. Mais pourtant, c'est un peuple. C'est un pays et la double pratique du fédéralisme et de la démocratie directe ont créé des réactions communes à tous les Suisses. Donc, c'est vrai. Ça peut donc servir d'exemple, ça prouve que c'est possible. Sans doute, là, s'agit-il d'un pays que l'histoire a soudé. L'Europe n'en est pas encore là. Ça reste à faire £ c'est un modèle. Ça prouve bien en effet que les grandes cultures peuvent vivre ensemble. Nous aurons de la peine mais on prendra le temps.\

QUESTION.- La France va célébrer très bientôt le bicentenaire de sa Révolution, or, j'aimerais savoir, monsieur le Président, qu'évoque pour vous le fait que 700000 ou à peu près de nos compatriotes sont morts sur le sol français, depuis Louis XI jusqu'en 1830, pour contribuer à la grandeur de la France ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, je ne veux pas contester le sacrifice des Suisses pour la France mais je pense que ces chiffres excèdent peut-être la réalité. Je crois qu'au total, d'après les indications que fournissent les études historiques, le nombre de Suisses qui sont morts au service de pays étrangers ne doit pas dépasser 500000, et la France a usé des services des Suisses, dans de très grandes circonstances, dans de célèbres batailles. Je ne pense pas que les Suisses, morts au service de la France, atteignent 50 % du total, donc ce n'est pas 700000 - je ne dis pas cela pour diminuer le mérite - d'autant plus que beaucoup d'erreurs historiques sont également commises au sujet de ce service-là.

- Pourquoi est-ce qu'on s'est adressé aux Suisses ? Parce que c'étaient de bons soldats. C'étaient des soldats courageux et qui avaient un véritable art de la guerre. Ce n'est pas nouveau £ ce n'est pas Louis XVI, pas même François Ier, enfin après l'accord de la paix perpétuelle. Non. C'était déjà un siècle, un siècle et demi avant Jésus-Christ. Les annales relèvent que vous avez là des Helvètes et des Rhètes - enfin, les Grisons - qui ont vaincu les légions romaines à Agen, dans le Lot-et-Garonne français, dans notre sud-ouest. C'est dire que leur réputation était déjà faite. Et si

vous relisez les chroniques - moi, je m'y suis beaucoup intéressé parce que j'ai longtemps représenté la Nièvre, dans sa montagne, le Morvan, qui était le lieu de conflit pendant très longtemps entre le royaume de France et le duché de Bourgogne (Charles le Téméraire, Louis XI) et vous savez que finalement ce sont les Suisses qui ont eu raison de Charles le Téméraire - vous y verrez que leur stratégie a fait l'objet de considérations très flatteuses de la part de Machiavel dans son "Art de la guerre". Donc, ce n'étaient pas des mercenaires, pas du tout. Voici encore une autre erreur. Ce ne sont pas les Suisses que l'on emploie, de pauvres gens qui n'ont rien d'autre à faire, qui vont se faire tuer pour vous... Non, ce n'est pas comme ça. C'étaient des alliés. Ce n'étaient pas des mercenaires. C'était une troupe, qui avait son commandement, qui avait son autonomie, qui avait ses usages et sa discipline, et qui, simplement, était les alliés, en la circonstance, de la France. Et le Roi de France, bien entendu, avait tendance à confondre - mais tout le monde aussi confondait - la Nation et sa personne. Donc, à partir de là, j'ai le sentiment que si les Suisses ont accompli un service militaire en France et dans d'autres pays d'Europe, c'est parce qu'ils avaient la réputation d'être les meilleurs soldats ou parmi les meilleurs soldats. - Tout le long du 18ème siècle, vous savez, à la fin du règne de Louis XIV et pendant celui de Louis XV, vous retrouvez les Suisses comme éléments déterminants des batailles que notre monarchie a menées à l'époque, et il y en a eu beaucoup. Naturellement, comme ils étaient de bons soldats, ils étaient très exposés, et, étant très exposés, ils étaient plus que d'autres victimes au combat. Mais cela a en même temps soudé des relations très fortes. Les Suisses sont très estimés chez nous et si la Révolution française a eu à combattre en ses débuts les Suisses qui étaient le dernier rempart du Roi, c'est parce que ces gens étaient fidèles. Ils étaient venus par contrat, c'étaient les alliés de la France, mais aussi du Roi. Ils n'ont pas laissé tomber. Ils sont restés fidèles, c'est quand même plutôt une vertu. Si bien que je ne compte pas du tout les Suisses parmi les opposants à la Révolution française. C'étaient des soldats, ils ont fait leur devoir et puis c'est tout.\

Est-ce que nous continuons notre dialogue ? Nous le terminons maintenant. Je voulais vous dire un mot avant que nous ne cessions.

- D'abord, j'ai l'occasion de m'adresser à vos compatriotes, aux Suisses et particulièrement romans. Alors je voudrais leur dire précisément que je me réjouis de cette circonstance, que je suis flatté pour la France qu'il y ait des émissions aussi importantes, qui entretiennent la flamme entre nos deux pays. Je vous ai rappelé que j'avais été le premier Président de la République ou chef d'Etat français à venir depuis 1910, c'est-à-dire depuis le Président Fallières, ça fait quand même un bout de temps, un bout de temps un peu long. Je suis retourné dans votre pays après cette visite d'Etat, c'était en 83 je crois, j'y suis retourné en 87, au Festival international de Zurich, très intéressant, très réussi, avec une admirable exposition de peinture française, de Delacroix notamment. J'y ai donc créé ces amitiés, j'ai résidé chez certains de vos concitoyens, de vos dirigeants, particulièrement Pierre Robert, et je dois y retourner bientôt au début de l'année prochaine. J'irai à Martigny à l'exposition de la fondation Belanger. Claude Belanger était un de mes amis il y a déjà de longues années. Tout cela constitue un ensemble de faits qui me conduisent à penser que, célébrant la Révolution française et essentiellement la souveraineté populaire, les définitions de la liberté, la déclaration des droits de l'homme, enfin l'ensemble des grands événements qui ont marqué cette année-là : 1789, j'ai l'intention d'aller dans plusieurs pays pour marquer cette période historique. Car cette Révolution, vous le savez, a fait le tour de la terre et j'irai notamment en Suisse.

- C'est un signe d'amitié. Vous m'avez posé comme première question : on dit que vous aimez la Suisse ? C'est vrai et je n'ai pas à m'en plaindre, puisque les Suisses me le rendent bien.\